ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

chômage

Question au Gouvernement n° 2049

Texte de la question

LUTTE CONTRE LE CHOMAGE

M. le président. La parole est à M. Éric Besson, pour le groupe socialiste.

M. Éric Besson. Permettez-moi d'abord, monsieur le président *(" Non ! Non ! " sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire)* de suggérer à M. Copé de montrer un peu plus de modestie. *(Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)* Le Parlement a été saisi d'une demande de création de commission d'enquête sur ce sujet, ce qui nous permettra de vérifier si vos propos correspondent à la vérité. Nous avons, nous, de bonnes raisons de penser que ses conclusions pourraient fortement troubler le Gouvernement. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Je ne peux pas non plus vous laisser dire que vous avez baissé les impôts depuis l'entrée en fonction du gouvernement Raffarin. Les prélèvements obligatoires - impôts et cotisations sociales - ont, au contraire, augmenté. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste.- Claquements de pupitres sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.) C*ertes vous avez baissé certains impôts, comme l'impôt de solidarité sur la fortune, mais vous avez augmenté les taxes et les impôts que paient la majorité des Français. Les propos que vous venez de tenir, monsieur Copé, constituent une contre-vérité manifeste. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)*

J'en viens à ma question, qui s'adresse à M. le Premier ministre.

Les chiffres publiés il y a quelques jours par le ministère de l'emploi montrent une nouvelle dégradation du taux de chômage, désormais solidement installé au-dessus de la barre à la fois symbolique et douloureuse des 10 %. Depuis l'entrée en fonction de votre gouvernement, la France compte 225 000 chômeurs de plus. Cela ne vous empêche pourtant pas, pas plus que M. Sarkozy et M. Fillon, de prétendre en permanence que vous avez réhabilité le travail. Nos concitoyens sont de plus en plus nombreux à juger la formule indécente.

Vous vouliez être jugés sur vos résultats : faisons-le.

Après trente-deux mois de gouvernement Jospin, la France comptait 630 000 chômeurs en moins. *(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)* Après trente-deux mois de gouvernement Raffarin, elle compte 225 000 chômeurs et 125 000 Rmistes de plus. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)* Vous allez nous chanter encore le même refrain, repris ici même hier soir par M. Copé, selon lequel nous avons, nous, bénéficié de la croissance. Or, depuis 2002, la croissance mondiale est extrêmement forte ; elle l'a été particulièrement en 2004. Vous êtes donc directement responsable, monsieur le Premier ministre, ainsi que votre gouvernement, de l'ampleur de cet échec. *(" La question ! " sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.) C*elui-ci est dû à des erreurs de diagnostic, à une politique budgétaire socialement injuste et économiquement inefficace, à votre parti pris de détruire l'un après l'autre les outils d'une politique active de l'emploi,...

M. le président. Posez votre question, monsieur Besson !

M. Éric Besson. ...quitte aujourd'hui à improviser une reconstruction bricolée et, pour l'essentiel, non financée, de ce que vous avez systématiquement détruit pendant deux ans.

Monsieur le Premier ministre, à partir de quel taux de chômage accepterez-vous de reconnaître vos erreurs et

votre échec ? Quand comptez-vous changer enfin de politique ? Quand allez-vous lutter vraiment contre le chômage ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)*
M. le président. La parole est à M. le ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale. *(M. Emmanuelli quitte l'hémicycle. - Huées sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*
M. Jean-Louis Borloo, m*inistre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale*. Monsieur le député, vous avez vécu, sous le gouvernement Jospin, une période de forte croissance au plan européen, que vous avez cassée. *(" Très bien ! " sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)*
M. Lucien Degauchy. Ils n'en ont rien fait !
M. le ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale. La dernière année de ce gouvernement a enregistré la baisse de la croissance et la montée inexorable du chômage, avec des chiffres que l'on n'avait jamais connus auparavant.
M. Augustin Bonrepaux. Et vous, que faites-vous ?
M. le ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale. Quand Jean-Pierre Raffarin est entré en fonction, sa première préoccupation a été de sortir de la récession pour retrouver la croissance. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Rires et exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)*
Non contents d'avoir cassé la croissance, vous avez bloqué le SMIC, que nous nous sommes employés à revaloriser pendant trois ans. *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)*
M. Augustin Bonrepaux. Menteur !
M. le ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale. S'agissant des mesures spécifiques pour l'emploi, nous avons réuni l'ensemble des acteurs - UNEDIC, ANPE, AFPA, collectivités locales -, instauré la maison commune de l'accueil pour les demandeurs d'emploi, le dossier unique et les formations adaptées. Quant au RMI et aux ASS, nous avons mené une politique de la main tendue, favorisant le retour vers l'activité et l'emploi, grâce à la formation : je veux parler des contrats d'avenir. *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)*
M. Albert Facon. Encore une voie de garage !
M. le ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale. Enfin, nous avons mis en place les conventions de reclassement personnalisé et les services d'aide à la personne.
M. le président. Merci, monsieur le ministre.
M. le ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale. Cet ensemble de mesures cohérentes du Gouvernement va produire ses effets...
M. Albert Facon. A la Saint-Glinglin !
M. le ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale. ...et notre situation sera meilleure que la moyenne européenne dès la fin de l'année ou du semestre suivant. *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Données clés

Auteur : M. Éric Besson
Circonscription : Drôme (2e circonscription) - Socialiste
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 2049
Rubrique : Emploi
Ministère interrogé : emploi
Ministère attributaire : emploi

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 7 avril 2005
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 7 avril 2005